



Le Premier ministre Justin Trudeau salue la foule avec sa famille lors de la marche des fiertés à Toronto, le 25 juin 2017. [GEOFF ROBINS/AFP VIA GETTY IMAGES]

La conquête du Canada par les 2ELGBTQI+

La famille et la religion ont perdu la guerre culturelle.

- Abraham Blondeau
- [27/07/2023](#)

La saison des fiertés lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres est en passe de devenir la célébration de la fierté *nationale* du Canada. Au cours des trois dernières années, les événements célébrant les valeurs traditionnelles ont été relégués au second plan. Les célébrations de la fierté ont éclipsé tout ce que le Canada a fait pour la monarchie ou les fêtes nationales. Dans de nombreux grands magasins, les drapeaux et les produits dérivés de la fierté sont mélangés à ceux de la Fête du Canada. Pendant le mois de juin, les écoles catholiques arborent des drapeaux arc-en-ciel. Les petites villes conservatrices des régions les plus reculées du Canada arborent des drapeaux de la fierté dans toute la ville, avec des passages piétons peints en arc-en-ciel.

La communauté de la fierté, et les valeurs de la fierté, sont en train de s'ancrent de manière permanente dans la culture et l'identité du Canada. En fait, le Premier ministre canadien Justin Trudeau et la plupart des autres chefs de gouvernement estiment que l'acceptation, la promotion et l'adhésion aux valeurs 2ELGBTQI+ sont ce qui *vous définit en tant que Canadien*.

PT_FR

Il n'y a pas de guerre culturelle en cours au Canada. Le camp des 2ELGBTQI+ a déjà gagné. Le gouvernement fédéral, la Charte canadienne des droits et libertés, les tribunaux, la loi et les médias sont tous alignés contre la religion, la Bible et la famille traditionnelle. Ces piliers de la civilisation sont en train d'être systématiquement démantelés et effacés. Le Canada n'est plus qu'à un pas de devenir une nation où il n'y a pas de place pour ceux qui n'adhèrent pas à l'idéologie 2ELGBTQI+.

Comment le Canada a-t-il perdu la guerre culturelle avant même de savoir qu'il y était impliqué ?

Grand acronyme, petit groupe

Que signifie l'acronyme 2ELGBTQI+ ? Selon le site web du gouvernement canadien : « 2S : au début, désigne les personnes aux deux esprits (et bispirituelles) en tant que premiers groupes des communautés 2ELGBTQI+. L : personnes lesbiennes. G : personnes gaies. B : personnes bisexuelles. T : personnes transgenres. Q : personnes queers. I : personnes intersexuées, chez qui les caractéristiques sexuelles se situent au-delà de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre et de l'expression de genre. + : personnes faisant partie des communautés de la diversité sexuelle et de genre qui utilisent une autre terminologie ».

Selon les données de Statistique Canada datant de 2021, cet acronyme regroupe environ 1 million de personnes dans le pays, ce qui représente aujourd'hui 2,5 pour cent de la population. « Sur une période de 10 ans, de 2006 à 2016, [le nombre de couples du même sexe] a augmenté de 60,7 pour cent. En comparaison, le nombre de couples hétérosexuels a augmenté de 9,6 pour cent entre 2006 et 2016. Cette augmentation peut refléter, du moins en partie, la sensibilisation et l'acceptation croissantes de la diversité sexuelle au Canada. » Cette prise de conscience et cette acceptation croissantes ne sont pas le fruit du hasard. Telle une grenouille dans l'eau bouillante, l'élite de la gauche radicale canadienne a progressivement orienté le paysage national vers l'acceptation de ce mode de vie.

Tous les chemins mènent à Pierre Elliott Trudeau

Presque tous les changements fondamentaux apportés à la gouvernance, au droit et à la culture canadienne peuvent être attribués à Pierre Elliott Trudeau. Cette question n'est pas différente. En 1968, alors qu'il était ministre de la Justice, Trudeau a présenté la Loi portant modification du droit pénal, qui décriminalise l'homosexualité, l'avortement et la contraception.

« J'ai l'impression qu'elle a fait tomber beaucoup de totems et qu'elle a surmonté beaucoup de tabous, et j'ai l'impression qu'en ce sens, elle est nouvelle », a déclaré M. Trudeau. « Je pense qu'elle adapte les lois du pays à la société contemporaine. Prenons l'exemple de l'homosexualité. Je pense que notre point de vue est que l'État n'a pas sa place dans les chambres à coucher de la nation. » Le 14 mai 1969, la loi a été adoptée. C'était le début d'une marche régulière vers la légalisation et la protection des modes de vie LGBTQ :

- En 1971, le Québec a inclus l'orientation sexuelle dans sa Charte des droits et libertés de la personne.
- En 1978, la loi de 1953 interdisant l'entrée des homosexuels dans le pays a été abrogée.
- En 1992, l'affaire Haig et Birch c. Canada devant la Cour d'appel de l'Ontario a lancé l'idée que la garantie des droits à l'égalité de l'article 15 de la Charte des droits et libertés inclut la protection contre la discrimination à l'égard de l'orientation sexuelle.
- En 1995, l'arrêt historique de la Cour suprême dans l'affaire Egan c. Canada a étendu les protections constitutionnelles des partenariats lesbiens et gays en vertu de l'article 15 de la

Charte. Un an plus tard, en 1996, le projet de loi C-33 a ajouté l'orientation sexuelle à la Loi canadienne sur les droits de la personne.

- En 1999, la définition ontarienne du « conjoint » comme étant une personne du sexe opposé a été jugée inconstitutionnelle. Toutes les lois provinciales doivent accorder les mêmes avantages aux couples de même sexe.
- Le 28 juin 2005, le « mariage » homosexuel a été légalisé au Canada.
- En 2013, le projet de loi C-279, qui étend la protection des droits de l'homme aux personnes transgenres et transsexuelles, a été adopté.
- En 2017, le projet de loi C-16 a été adopté, mettant à jour le code pénal et la loi sur les droits de l'homme afin de protéger l'identité et l'expression de genre contre la discrimination, les publications haineuses et le génocide.

En un peu plus de 50 ans, le Canada est passé d'une nation interdisant l'homosexualité et le transsexualisme à une nation qui garantit et inscrit ce mode de vie dans sa Constitution. Le dernier rempart contre ce mouvement est la famille traditionnelle, mais celle-ci a également été complètement démantelée. Aujourd'hui, Justin Trudeau achève ce que son père a commencé et fait du Canada une nation qui interdit tout discours ou croyance s'opposant au mouvement 2ELGBTQI+.

Qui est attaqué ?

Le 8 juin, le Premier ministre Justin Trudeau a annoncé un nouveau partenariat entre le gouvernement du Canada et le *Rainbow Railroad*, une organisation à but non lucratif qui aide les personnes LGBTQ à quitter des endroits où règnent « une homophobie et une transphobie systémiques et encouragées par l'État. » Le *Rainbow Railroad* aidera désormais le gouvernement à réinstaller les réfugiés LGBTQ au Canada. M. Trudeau a l'intention de faire du Canada le refuge international des homosexuels et des transsexuels.

Lors de l'annonce, M. Trudeau s'est présenté comme un ancien de l'émission *Canada's Drag Race* et s'est lancé dans une attaque contre le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, au sujet de la politique 713. M. Trudeau a déclaré qu'il s'agissait d'une attaque haineuse de l'extrême droite contre les enfants transgenres. Qu'est-ce que la politique 713 ?

La politique 713 donne des directives aux conseils scolaires sur le traitement des enfants transgenres. Le gouvernement Conservateur est en train d'inscrire les droits des transgenres dans la loi, en veillant par exemple à ce que toutes les écoles disposent de salles de bain et de vestiaires unisexes. Mais la politique 713 présente une faille fatale aux yeux des fanatiques 2ELGBTQI+ : tout enfant de moins de 16 ans souhaitant changer de sexe ou de pronom à l'école doit d'abord obtenir le consentement de ses parents. Cette mesure est trop extrême pour le Canada d'aujourd'hui. Les parents ne devraient pas être autorisés à influencer les décisions de leurs enfants. Cette tempête menace de renverser le gouvernement du Nouveau-Brunswick et de provoquer des élections anticipées. Cela montre le pouvoir massif du mouvement 2ELGBTQI+.

Même les médias étrangers ne sont pas à l'abri des réactions négatives. *Egale Canada*, un groupe de défense des droits des LGBTQ, a demandé au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de retirer *Fox News* des bouquets de chaînes câblées au Canada. Le groupe a critiqué les commentaires de Tucker Carlson sur la fusillade de l'école Covenant et sur la communauté transgenre. La lettre qu'il a adressée au CRTC se lit comme suit : « Au cours de l'émission, Carlson a affirmé de manière incendiaire et erronée que les personnes transgenres 's'en prennent' aux chrétiens. Positionner les personnes transgenres en opposition existentielle au christianisme est une incitation à la violence contre les personnes transgenres qui est évidente pour n'importe quel téléspectateur. » Si vous dites que la Bible et le christianisme s'opposent existentiellement aux transgenres et à leur mode de vie, vous incitez à la haine et à la violence. Le CRTC n'a pas encore statué sur la plainte, mais cela pourrait rendre illégal l'enseignement biblique sur l'homosexualité et la transsexualité.

Ce ne sont là que deux exemples récents. Il y a aussi l'arrêt de la Cour suprême contre l'exigence du Trinity Collège de s'abstenir de relations sexuelles avant le mariage et sa croyance que le mariage est une relation sacrée entre un homme et une femme. Son droit à la liberté religieuse pouvait être violé par la communauté LGBTQ parce que ses exigences étaient inéquitables et ne reflétaient pas les « valeurs de la charte. »

Pourtant, la Cour d'appel du Manitoba vient de juger constitutionnelle la fermeture des églises pendant les confinements COVID, en déclarant : « La liberté de religion peut être limitée lorsque son exercice peut interférer avec les droits d'autrui. »

Il y a ensuite le procès de Bill Whatcott. Ce dernier a distribué des dépliants religieux et de santé sexuelle opposés à l'homosexualité lors du défilé de la fierté de Toronto en 2016. Il a été poursuivi pour 104 millions de dollars, mais après avoir découvert qu'il n'avait pas de riches bailleurs de fonds, les activistes ont abandonné les poursuites. Toutefois, le procureur général de l'Ontario a repris l'action en justice et a accusé Whatcott d'« incitation à la haine ». Un mandat d'arrêt national a été émis et Whatcott a été maltraité en prison. Même après avoir été déclaré non coupable en 2021, le procureur général, déterminé à faire de Whatcott un exemple, a fait appel. L'affaire est toujours en cours à ce jour.

Le gouvernement et les médias font croire que la communauté 2ELGBTQI+ est attaquée. Mais c'est le contraire qui est vrai : la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels est l'agresseur, qui utilise tout le poids de la loi et du gouvernement pour écraser tous ceux qui s'opposent à ces modes de vie et à cette propagande. C'est pourquoi les familles traditionnelles sont rayées de la carte et les droits religieux ignorés.

Ne vous y trompez pas : la charte et la loi ne protègent plus les Canadiens qui ne sont pas d'accord avec la doctrine 2ELGBTQI+.

Le dernier rempart

L'un des principes fondamentaux du *Manifeste du parti communiste* est la destruction de la famille. En tant qu'unité sociale, la famille préserve les traditions et agit indépendamment de l'État. Elle constitue un rempart naturel contre le totalitarisme. C'est pourquoi les communistes radicaux comme Pierre Trudeau et Justin Trudeau ont vidé la famille traditionnelle de sa substance : elle fait obstacle à la transformation fondamentale du pays.

Feu Herbert W. Armstrong a prophétisé une infiltration communiste en Amérique et dans le Commonwealth britannique. Ce qui se passe aujourd'hui en est le résultat. En réalité, le mouvement 2ELGBTQI+ est utilisé comme un pion dans cette destruction communiste de la famille biblique et de la religion.

Cependant, cette révolution culturelle est la conséquence d'une autre : la révolution sexuelle des années 1960. « Partout, on en est venu à parler librement de sexe », a écrit M. Armstrong dans *The Missing Dimension in Sex (La dimension manquante dans le sexe)*; disponible en anglais uniquement). « Les mœurs se sont relâchées. La 'nouvelle moralité' a été acceptée par la société. Les divorces se sont multipliés. La famille et la vie de famille sont devenues presque inexistantes—alors qu'une structure familiale solide est le fondement même d'une société stable et durable. » La perversion sexuelle et les familles éclatées sont devenues normales.

Plus un individu ou une société vit longtemps avec le péché, plus ce dernier s'aggrave. La transsexualité est la progression naturelle et charnelle du péché dans nos nations. « L'illusion que tout ce qui est nouveau et différent est 'plus progressif' et 'moderne,' donc meilleur, est devenue largement répandue », a continué M. Armstrong. « Bien plus souvent, il s'agit d'une régression ! »

Le Canada n'est pas le premier pays à accueillir les valeurs 2ELGBTQI+. Ésaïe 3 : 9 déclare : « L'aspect de leur visage témoigne contre eux, et, comme Sodome, ils publient leur crime, sans dissimuler. Malheur à leur âme ! Car ils se préparent des maux. » La Bible explique clairement que ce mode de vie est un péché (Romains 1 : 24-28 ; 1 Corinthiens 6 : 9-10 ; 1 Timothée 1 : 9-10). Plus nous embrasserons le péché en tant que nation, plus nous serons maudits.

Le Canada a perdu la guerre culturelle, mais cela ne signifie pas qu'il faut le faire en tant qu'individu. L'obéissance aux lois de Dieu sur la famille et la sexualité garantit le bonheur et la bénédiction. Pour en savoir plus sur la famille et la vérité derrière le mouvement LGBTQ, lisez notre brochure gratuite [Redéfinir la famille](#).